

HERVÉ MAUPEU

## KENYA : LES ÉLECTIONS DE LA TRANSITION

EN DÉCEMBRE 2002, LES KENYANS ONT PLÉBISCITÉ UN NOUVEAU PRÉSIDENT, MWAI KIBAKI. SI CE SCRUTIN MARQUE LE REJET DU RÉGIME DE DANIEL ARAP MOI DONT LA BASE SOCIALE S'ÉTAIT CONSIDÉRABLEMENT RÉDUITE DEPUIS 1992, LA VICTOIRE DE L'OPPOSITION NE DISSIPE PAS CERTAINES AMBIGUÏTÉS : L'UNITÉ DE L'OPPOSITION NE PEUT CACHER SON HÉTÉROGÉNÉITÉ ; LES CLASSES MOYENNES, VÉRITABLE COLONNE VERTÉBRALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, ONT ÉTÉ MISES SUR LA TOUCHE, ET LA REMISE EN ORDRE DE L'APPAREIL D'ÉTAT APPARAÎT COMME UN EXERCICE AUSSI DIFFICILE ET POLITIQUEMENT RISQUÉ QUE NÉCESSAIRE ET VITAL.

**E**n 1992 et en 1997, les Kenyans ont voté majoritairement en faveur de l'opposition et se sont fait voler leurs élections. En effet, durant les deux précédents scrutins multipartisans, la fragmentation persistante des partis d'opposition avait permis au président Moi et à son parti de garder le pouvoir. Mais, en décembre 2002, les Kenyans ont massivement plébiscité un nouveau président, Mwai Kibaki, et une majorité absolue de députés de l'opposition unis au sein d'un même front, la NARC (National Rainbow Coalition), exprimant ainsi le rejet clair d'un régime dont la base sociale s'était réduite comme une peau de chagrin et qui survivait à coup d'alliances fragiles reposant sur une redistribution fondée sur le pillage d'une économie pourtant exsangue.

Cette transition a été rendue possible par l'unification d'une opposition hétéroclite du fait de l'implosion progressive de la Kanu (Kenya African National Union, le parti au pouvoir depuis l'indépendance). Cela a permis de rallier les nombreux mécontents à l'opposition et de laisser les Kenyans exprimer leur désir profond de changement d'élite gouvernante. À cet égard, la large classe moyenne brimée par le régime précédent est l'un des grands vainqueurs du scrutin. Mais cette victoire est ambiguë, car la campagne électorale a laissé sur la touche la puissante société civile, émanation s'il en est de la classe moyenne. Or, l'indispensable reconstruction de l'État et de l'économie nationale dépend largement de son soutien actif.



---

**UNE OPPOSITION ENFIN UNIE**

Dans un système politique où coexistent de nombreux partis qui sont autant de machines électorales au service d'un patron politique, la seule façon de rassembler une majorité est de constituer un « parti-ombrelle » réunissant un maximum de personnalités populaires dans leurs terroirs. En 2002, la NARC a bénéficié de l'implosion de la Kanu, qui a permis de composer une opposition plurielle mais unie.

***L'implosion de la Kanu***

L'écroulement de la Kanu peut s'analyser comme le résultat des stratégies personnelles et antagoniques de deux fortes personnalités, le président Moi et Raila Odinga. Au-delà des manœuvres décisives qu'amène toute campagne électorale, la fragmentation brutale de l'ancien parti unique témoigne du grip-page d'un système de patronage présidentiel ayant outrageusement resserré la base du pouvoir et rejeté peu à peu tous les leaders politiques disposant d'une assise régionale forte, indépendants des sommets de l'État et susceptibles de concurrencer la *camarilla* de State House.

Avec la légalisation du multipartisme en 1991, le Kenya a sensiblement retrouvé la configuration partisane du début des années 1960 où deux groupes s'opposaient : la Kanu, issue d'une alliance entre deux importantes communautés ethniques, les Kikuyu et les Luo, et la Kadu (Kenya African Democratic Union), qui rassemblait les petites ethnies craignant la domination des précédentes, numériquement plus nombreuses, économiquement plus prospères et déjà mieux intégrées dans les rouages de l'État. Ainsi, au lendemain des élections de 1992, le pouvoir repose entre les mains d'une élite originaire de la Rift Valley alliée aux populations de la périphérie nord (essentiellement agropastorales) et sud du pays, auxquelles s'ajoutent la Côte, les Kamba et les Luhya, jouant les forces d'appoint alors que les Kikuyu et les Luo sont fortement marginalisés.

Dans un contexte de succession annoncée (la santé du président, au milieu des années 1990, est fragile), le pouvoir va progressivement évincer les principaux leaders régionaux disposant dans leurs districts de réseaux personnels et autonomes du pouvoir central. Simeon Nyachae, qui détient les clés des circonscriptions Kisii, est rejeté de la Kanu peu avant les élections de 1997. Même les leaders Kamatusa (Kalenjin, Maasai, Turkana, Samburu), qui sont les piliers du pouvoir, connaissent des périodes de disgrâce plus ou moins longues, à l'instar de William ole Ntimama, l'indéboulonnable patron de Narok. Le jeu des chaises musicales touche également la haute fonction publique : les Kamba et les Luhya occupant d'importantes positions de pouvoir au sein de l'État ont été progressivement écartés, souvent au profit de l'élite kalenjin.

Le président Moi met ainsi en place un système de renouvellement accéléré du personnel politique et des réseaux factionnels, mais ce procédé de gouvernement s'articule sur un pillage méthodique des caisses de l'État, conduisant à une destruction de ses capacités d'action. En effet, la fidélisation d'une élite politique « jetable » à merci repose sur l'accès à des sources de revenus plus ou moins occultes. Or, comme l'écrit Chris Thomas dès 1997, « la cure d'amai-grissement de l'État imposée par l'ajustement structurel a sensiblement modifié les capacités du chef de l'État et de ses hommes à puiser dans les fonds publics pour alimenter leurs réseaux de clientèle. Une tendance nette à la multiplication des fraudes financières et fiscales en tout genre s'est développée depuis cinq ans afin de pallier ce manque<sup>1</sup> ». À ce pillage par la haute élite se superpose le travail de manducation des membres de l'appareil du parti, qui développent des ententes avec les administrations territoriales et la police pour détourner les ressources disponibles au niveau local. Cette « criminalisation généralisée de l'appareil d'État » (C. Thomas) ne cessera de s'amplifier tout au long des années 1990.

Dans ce contexte de haute corruption affairiste, le président Moi a tenté en 2002 de changer l'élite dirigeante en purgeant le régime de ses barons les plus déconsidérés, nommant à leur place des politiciens qui lui doivent tout et qu'il espère pouvoir contrôler même après son retrait officiel de la scène publique. Il a procédé en deux étapes, communément appelées Kasarani I et Kasarani II, du nom du stade où se sont déroulées ces grandes évictions. Le meeting de Kasarani I (mars 2002), censé procéder à la fusion du NDP (National Development Party) de Raila Odinga au sein de la New Kanu, fut l'occasion d'organiser la promotion d'une nouvelle génération de politiciens, la « génération dotcom » selon l'expression de l'un d'entre eux, le ministre Julius ole Sunkuli, aux dépens entre autres du vice-président Saitoti, de William ole Ntimama et de M. Kamotho, l'ancien secrétaire général du parti. Kasarani II (octobre 2002) officialisera la nomination comme candidat de la Kanu à l'élection présidentielle d'Uhuru Kenyatta, le fils du fondateur de la République qui n'est âgé que de quarante-deux ans et ne possède aucune expérience politique. Sont laissés « sur le carreau » les autres leaders souhaitant briguer l'investiture, et en particulier Georges Saitoti, Raila Odinga, Kalonzo Musyoka.

Le président Moi pensait, à tort, pouvoir imposer un renouvellement d'alliance drastique. Il n'avait pas perçu que les pouvoirs d'un président sortant qui ne se représente pas sont nettement diminués, surtout quand il s'agit de

---

1. C. Thomas, « Le Kenya d'une élection à l'autre. Criminalisation de l'État et succession politique (1995-1997) », *Les Études du CERI*, n° 35, 1997, p. 12.



mettre en œuvre un choix de stratégie jugé par la plupart comme électoralement peu efficace et mettant sur la touche trop de barons qui, malgré ses efforts, conservent une représentativité locale forte, qu'ils n'hésitent pas à monnayer auprès de l'opposition. Dès lors, Raila Odinga a organisé la débandade des caciques frustrés de la Kanu qui se sont d'abord réunis au sein du Liberal Democratic Party avant de négocier un accord avec la NAK (National Alliance of Kenya), un rassemblement de partis d'opposition dirigé par le triumvirat M. Kibaki (du Democratic Party), Kijana Wamalwa (de Ford-K) et Charity Ngilu (du National Party of Kenya).

### *La construction d'une opposition hétéroclite*

Le 14 octobre 2002, lors d'un immense meeting organisé à Uhuru Park, les opposants de la NAK et les dissidents de la Kanu annoncent la formation de la National Rainbow Coalition. Leur candidat à l'élection présidentielle est également désigné. Il s'agit d'Emilio Mwai Kibaki. Ce septuagénaire, qui ne se présente que pour un mandat, a réussi à s'imposer comme le seul leader capable de concilier des barons aux idées et aux ambitions contradictoires. Économiste formé à l'université de Makerere puis à la London School of Economics, il a obtenu son premier mandat parlementaire dans une circonscription de Nairobi<sup>2</sup> en 1963, ce qui lui a permis de figurer dans les premiers gouvernements de Jomo Kenyatta comme ministre du Commerce puis comme ministre des Finances. En 1978, E. M. Kibaki et C. Njonjo, le procureur général, ont facilité la transmission du pouvoir à Daniel arap Moi, auquel s'opposait une clique de politiciens de Kiambu désireux de garder le pouvoir au sein de leur groupe<sup>3</sup>. Kibaki est récompensé par un poste de vice-président, qu'il conservera une dizaine d'années avant d'être progressivement poussé en dehors du parti. En effet, à partir de la tentative de coup d'État de 1982, Moi organise l'exclusion massive des Kikuyu des positions de pouvoir au sein de l'État mais également de l'économie (pillage de la filière du café, exclusion des hommes d'affaires kikuyu des marchés publics...). Avec la reconnaissance du multipartisme, Kibaki a fondé le Democratic Party. Lors des élections présidentielles de 1992, il est arrivé en troisième position avec près de 1 million de voix derrière Moi (1,9), K. Matiba (1,4) et devant R. Odinga (959 088 voix). Il apparaissait alors comme le diviseur des voix kikuyu, comme le représentant un peu falot des « gros » contre le populiste Matiba. Les élections de 1997 lui ont permis de redorer son blason. En l'absence de Matiba, deux fois plus de Kenyans ont voté pour lui. Il a récolté l'essentiel des voix kikuyu et, surtout, il a réussi à séduire un public en dehors de la Province centrale, où les candidats de son parti aux élections législatives drainent généralement moins de voix que lui, gagnant ainsi ses galons de leader national et de chef de l'opposition

au Parlement. Outre sa popularité, il a cultivé des liens étroits avec l'ensemble de la classe politique, ce qui lui valut d'être le seul politicien kikuyu présent à l'enterrement de Tom Mboya, le leader luo assassiné à la fin des années 1960. Il a également maintenu des relations avec les membres de la famille Odinga aux pires moments de leur persécution par le régime Moi. Ce courage dans ses relations personnelles, son refus du tribalisme politique version Moi et ses liens avec les Églises ont porté leurs fruits quand, en 2002, il a fallu désigner un leader capable d'organiser la transition vers un régime post-Moi.

Le choix du candidat de l'opposition est également le fruit de négociations portant sur les modalités du partage du pouvoir. À court terme, la moitié des maroquins sont censés revenir au LDP et certaines fonctions monopolisées par le cabinet du président ont été redistribuées aux ministères compétents. À moyen terme, une réforme constitutionnelle doit mettre fin au système de monarchie présidentielle puisque, notamment, est prévue la création d'un poste de Premier ministre (réservé en principe à R. Odinga). Le nombre de députés nommés doit également augmenter, ce qui permettra de récompenser les notables qui ont participé à la campagne électorale.

Ces tractations ont été passablement corrigées par le test acide des primaires, où les candidats aux élections législatives et locales ont été nommés. Dans de nombreuses régions, les élections se gagnent dès cette étape, ce qui n'a pas manqué d'aiguiser les appétits. Les lignes de fracture qui traversent l'union des forces de l'opposition sont apparues. Une dizaine de leaders (dont certains novices en politique comme Najib Balala) n'ont pas eu à passer par cette épreuve, ce qui a conduit à s'interroger sur les convictions démocratiques de l'élite. Dans le reste du pays, le scrutin a été marqué par de nombreuses violences occasionnant plusieurs morts, une mauvaise organisation, l'achat de nombreuses cartes d'électeurs, la distribution de larges sommes d'argent et d'hectolitres de bière. Le vote étant ouvert à tout citoyen et pas seulement aux membres du parti, la Kanu a orchestré la chute de certains gros poissons de la NARC. De plus, les primaires étaient organisées par les branches locales du parti et l'on a assisté à de fortes tensions entre factions de la NARC. Ainsi, dans la province de l'Ouest, Ford-K a été accusé d'évincer les candidats du LDP. K. Wamalwa, le leader de Ford-K, a manifesté fortement son opposition à certaines décisions de la direction de la NARC. En fin de compte, cette

---

2. Il a ultérieurement brigué une circonscription de la région de Nyeri, ce qui lui a permis d'apparaître comme le patron politique des Kikuyu du Nord, les Kikuyu méridionaux étant à l'époque la chasse gardée de l'entourage du fondateur de la République kenyane.

3. J. Karimi et P. Ochieng, *The Kenyatta Succession*, Nairobi, Transafrica, 1980.



dernière a perdu plusieurs politiciens de poids, comme Matu Wamae, un proche allié de M. Kibaki. Elle a réussi malgré tout à faire nommer des candidats populaires et à intégrer les dissidents de la Kanu dont l'électorat aurait pu douter de la sincérité.

À l'issue de ces primaires, Raila Odinga a dirigé une campagne électorale dynamique. En effet, au début du mois de décembre, M. Kibaki a dû être hospitalisé une quinzaine de jours à Nairobi et à Londres à la suite d'un accident de voiture. En l'absence du leader, Odinga a pris le relais. Les sondages donnant l'opposition largement gagnante, il a orienté ses discours sur la nécessité d'empêcher la Kanu de truquer les élections et d'obliger le régime sortant à céder le pouvoir immédiatement après le scrutin. Sa campagne correspondait parfaitement à l'image qu'il s'était forgée : pragmatique, cynique, violent (il appelait les Nairobiens à envahir State House si Moi renâclait à organiser la passation de pouvoir). Il est vrai que cet opposant ayant passé plus de six ans dans les geôles de Moi se faisait peu d'illusions sur les méthodes de la Kanu, qu'il entendait battre à son propre jeu. Mais, pour une fois, le président Moi a respecté le jeu démocratique et a accepté la défaite. De fait, le désaveu de la Kanu a été cinglant. Le 27 décembre 2002, Kibaki et la NARC étaient « *unbwogable* » (invincibles), selon l'expression de la chanson luo du groupe de rap Gidi Gidi Maji Maji qui a servi de refrain-symbole de l'opposition.

---

#### KIBAKI ET NARC, L'ÉQUIPE « UNBWOGABLE »

James Orengo, l'un des candidats à la présidentielle, estimait que la NARC était « *the old guard in new clothes* ». Certes, mais en 2002 il fallait porter le manteau de la NARC pour gagner les élections. Les Kenyans désiraient passionnément une transition, mais avec des leaders modérés qu'ils connaissaient bien. S'ils ont rejeté la Kanu, ils ont également refusé le vote tribunicien que leur proposait Orengo.

#### « *Le complet trois-pièces* »

Lors de la campagne électorale, la NARC incitait les électeurs à lui donner le « complet trois-pièces », et les Kenyans ont plébiscité les candidats de l'union de l'opposition tant à la présidentielle qu'aux élections législatives et locales. C'est avec une légitimité inégalée depuis le retour du multipartisme que M. Kibaki entre à State House, puisqu'il a recueilli 62,3 % des voix (soit 3,5 millions de votants) contre 30,6 % (1,7 million) allant à Uhuru Kenyatta, 6,5 % (374 730 voix) à Nyachae (Ford-P) et 0,4 % (23 975) à Orengo, qui ne retrouve même pas son siège de parlementaire. En outre, Kibaki dépasse la barre

des 25 %<sup>4</sup> dans l'ensemble des provinces y compris dans le Nord-Est (37,1 % contre 61,8 % à Uhuru), considéré comme une zone Kanu. Dans la Rift Valley, un bastion de l'ancien pouvoir, il remporte 43 % des voix contre 53 % allant à son principal concurrent. En outre, Uhuru n'atteint les 25 % que dans la Province est (25 %), la Côte (32 %) et la Province centrale (30 %). En 1997, Moi, grâce à la fraude et aux intimidations, avait remporté les élections avec 40 % des voix. Il avait dépassé les 25 % de voix dans les cinq provinces qui lui étaient déjà acquises en 1992 (Nord-Est, Est, Ouest, Rift Valley et Côte). À l'évidence, le scrutin de 2002 a amené un fort déplacement des blocs ethniques et régionaux qui régissaient la vie politique dans les années 1990.

La victoire est moins nette aux législatives puisque la NARC gagne 125 sièges (sur un total de 210 circonscriptions), 64 allant à la Kanu, 14 à Ford-P, quatre autres partis prenant 7 circonscriptions. L'opposition réussit donc une percée considérable dans les provinces de l'Ouest, de la Côte, de l'Est et même de la Rift Valley. En revanche, elle perd des sièges dans la Province centrale, où les Kikuyu méridionaux ont soutenu les candidats d'Uhuru, le fils de leur région. La défaite de la Kanu se mesure à l'échec de politiciens de tout premier plan : le vice-président, Musalia Mudavadi, perd son siège, de même que les ministres Julius Sunkuli, Katana Ngala et Shariff Nassir, sans parler du charismatique Cyrus Jirongo et du riche John Harun Mwau. Dans l'opposition, le populiste Joe Donde et le leader du nationalisme kipsigis Kipkalya Kones n'ont pas choisi la bonne étiquette politique.

Au niveau des collectivités locales, l'ensemble des grandes villes sont acquises à la NARC, à l'exception d'Eldoret. Si les cités votaient traditionnellement pour l'opposition, la Kanu ne s'attendait pas à perdre aussi massivement Mombasa, la capitale de la Côte. Le vote s'est globalement déroulé dans de bonnes conditions. La Commission électorale du Kenya a organisé le scrutin de façon beaucoup plus efficiente qu'en 1997. Ses membres ont généralement fait preuve de neutralité et de compétence. Ils ont travaillé sous la surveillance étroite de nombreux observateurs, notamment des dix-neuf mille membres de K-Dop (Kenya Domestic Observation Programme). La police et l'administration provinciale n'ont pas massivement soutenu les candidats de la Kanu comme en 1992 et en 1997. Près de 60 % des inscrits se sont rendus aux urnes, contre environ 69 % lors des deux précédentes élections générales. Ce taux de participation reste correct dans la mesure où le registre des inscrits comprend de nombreux électeurs décédés et non rayés (plus d'un million selon l'Institute

---

4. Selon la législation électorale kenyane, est élu président le candidat qui remporte le plus de voix et qui dépasse les 25 % de voix dans cinq des huit provinces du pays.



of Education for Democracy). Des violences ont émaillé la campagne électorale et le scrutin, mais en nombre bien inférieur à celles observées durant les années 1990. C'est indéniablement l'une des surprises du scrutin 2002 que la Kanu n'ait pas eu recours, comme en 1992 et en 1997, aux nettoyages ethniques<sup>5</sup>. Les élections ont donc été globalement « libres et transparentes », selon l'expression consacrée. Tout au moins, les Kenyans se sont montrés très majoritairement satisfaits du résultat des urnes. Une unité de la nation s'est faite contre la Kanu.

### *Des facteurs du comportement politique*

Les modalités des comportements politiques n'ont pas fondamentalement changé en 2002, ou du moins il est trop tôt pour discerner les changements majeurs. On peut cependant relever certaines évolutions. Il y avait en 2002 un consensus clair sur le parti auquel il fallait appartenir pour remporter les élections. Ainsi, la NARC a attiré les candidats les plus susceptibles de drainer derrière eux les groupes claniques ou même ethniques. Cette migration s'est faite aisément dans un système politique où les partis ne se différencient pas en fonction de leurs programmes. Au sein de la classe politique, la course au pouvoir prévaut clairement sur les choix idéologiques.

La NARC est devenue incontournable à la suite des manœuvres d'Odinga et des autres leaders de l'opposition, qui ont provisoirement mis entre parenthèses leurs ambitions personnelles. Il n'en reste pas moins difficile d'expliquer la popularité de ce ticket auprès des électeurs. Les frustrations des Kenyans qui ne voient guère d'issue à une crise économique profonde participe de ce succès. Apparemment, cette frustration a pris dans de nombreuses régions une forme prophétique, faisant des élections le moment crucial d'un changement d'époque<sup>6</sup>. Les quatre décennies de la postcolonie ont été à cette occasion réexaminées, ce qui a donné lieu, dans chaque terroir ethnique, à des narrations multiples où les clivages de chaque communauté ont été évalués, où les critères du leadership et la responsabilité du représentant ont été énoncés<sup>7</sup>. Les multiples groupes du Kenya ont développé des visions endogènes de ces élections qui ne se réduisent pas à des calculs économiques destinés à désigner le leader qui leur amènera le plus de développement.

En effet, si le vote reste largement collectif, l'appartenance à un clan majoritaire ne suffit plus pour remporter les suffrages. Les Kenyans, qui ont toujours assuré une rotation rapide de leur élite, évaluent les mandats de leurs représentants en fonction de leur capacité de redistribution mais également en fonction d'autres critères, comme leur gestion de la sécurité. Ainsi, plusieurs députés impliqués dans des tensions ethniques ont été sanctionnés,

dont Julius Sunkuli. Bien sûr, « *election time is eating time* » et les liasses de billets ont été largement dispensées, mais, selon tous les observateurs, la Kanu a beaucoup plus dépensé que la NARC sans que cela se traduise dans les urnes. La pratique de l'achat de votes est certes très répandue, mais les Kenyans ont une compétence civique élevée.

Dès les années 1980, des enquêtes faisaient apparaître chez les citoyens une bonne connaissance des élus et de leurs fonctions. Des sondages plus récents portant sur la culture politique des populations révèlent une solide compréhension des enjeux électoraux. Et ce dans un contexte où les *big men* ont largement disparu : ces personnages capables de drainer les ressources du centre vers la périphérie et d'animer un vaste réseau clientéliste ont du mal à survivre dans l'État kleptocrate de Moi qui n'accorde ses faveurs que très provisoirement. Pour autant, la représentation reste le monopole de gens riches entrant en politique notamment pour augmenter leurs opportunités de gains, même si la vague « Rainbow » a permis à des membres de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie de pénétrer au Parlement : vingt-cinq députés appartiennent à la Law Society of Kenya, qui rassemble les avocats ; les universitaires et les journalistes sont également nombreux parmi les nouveaux élus.

Bref, le choix du vote se fait en fonction des multiples identités du citoyen, l'ethnicité restant un facteur essentiel. Même dans les zones à fort nationalisme ethnique (par exemple chez les Luo et les Kikuyu), les appartenances claniques et sub-claniques, l'urbanité, la participation à certaines filières agricoles, les identités religieuses et de classe redistribuent les cartes et compliquent l'analyse. À cet égard, le cas des classes moyennes s'avère intéressant, d'autant qu'elles apparaissent comme un des symboles de la victoire de la NARC.

---

5. Certains analystes accordent crédit à une rumeur persistante de l'automne 2002 selon laquelle les chefs de l'armée auraient refusé de cautionner un plan du président Moi visant à établir l'état d'urgence peu avant les élections qui auraient été annulées. À l'occasion des élections de 2002, l'élite de la Kanu aurait opté pour une stratégie de la terreur différente de celle utilisée en 1992 et 1997.

6. Cette vision quasiment millénariste amène une énorme attente, qui peut compliquer le travail du nouveau régime.

7. H. Maupeu, « Mungiki et les élections. Les mutations politiques d'un prophétisme kikuyu », *Politique africaine*, n° 87, octobre 2002, pp. 117-137, et « Narrations électorales au Kenya. Perceptions endogènes des élections de 2002 », à paraître.



---

**UNE VICTOIRE AMBIGUË DE LA CLASSE MOYENNE**

La classe moyenne kenyane<sup>8</sup> a une voix : la « société civile politique » (S. N. Ndegwa)<sup>9</sup>. Bien sûr, cette classe n'est pas homogène et elle n'est pas politiquement unifiée. En outre, les éléments de la société civile ne partagent pas la même approche de la question politique. Néanmoins, on peut penser, à l'instar d'Anyang' Nyong'o, que « *Civil society in Kenya refers to the active representation of the middle class or the petty bourgeoisie in politics without taking the responsibility of directly challenging the ruling class for state power* ».

À travers le succès de la NARC, la société civile, et donc la classe moyenne, a vu certains de ses principes triompher. Mais il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus dans la mesure où la classe moyenne en tant que groupe a été écartée de la campagne électorale. C'est la fin des grandes mobilisations de masse conduites par la société civile qui avaient caractérisé les crises politiques des années 1990. Le fantasme d'un « coup d'État civil » (*civilian coup*) (W. Mutunga) est écarté. La classe politique a enfin évincé de la scène publique ces groupes qui prétendaient faire de la politique en dehors des partis et des institutions électives.

*L'apparente victoire de certains principes attachés  
à la « société civile politique »...*

Au début des années 1990, la « société civile politique » a mené la lutte en faveur du multipartisme à travers des mobilisations de masse où classe moyenne et lumpenprolétariat se sont ponctuellement alliés. En 1991, avec la fin du parti unique, la société civile est devenu le berceau des partis d'opposition qui se sont rapidement autonomisés<sup>10</sup>. Cependant, l'opposition a intégré dans ses programmes les principales revendications de la société civile. Ainsi, la NARC met l'accent sur les droits de l'homme, le respect des libertés individuelles, une meilleure prise en compte des femmes dans le système politique, la mise en place de contre-pouvoirs efficaces censés faire glisser un régime présidentiel vers un parlementarisme plus classique...

Au-delà de cette plate-forme constitutionnelle, la société civile des années 1990 défendait un projet de dé-ethnisation de la vie politique au profit de principes civiques et de projets nationaux. Il serait naïf de croire que l'ethnicité a soudainement cessé d'être un principe cardinal d'identification politique. Néanmoins, le vote NARC marque un rejet de l'ethnisation brutale que le régime Moi a imposée durant les années 1990 au moyen de méthodes peu orthodoxes : nettoyages ethniques, création de districts peu viables mais politiquement utiles, favoritisme dans la distribution des fonds publics, immunité de certains leaders régionaux... En construisant l'unité de l'opposition, Kibaki et les autres leaders de la NARC ont dû se convertir à ce nouveau discours issu de la société civile.

En outre, la victoire de la NARC témoigne d'un pays qui communique dans le fantasme d'une extension de la classe moyenne et des valeurs qui lui sont associées : la modernité, l'éducation, la moralité chrétienne... Durant les années 1990, on a assisté à un appauvrissement généralisé de la population kenyane, qui ne perçoit de solution que dans une mythique « moyennisation » de la société, ou tout au moins des générations à venir. Plus que jamais, la classe moyenne représente le modèle et l'espoir des Kenyans qui rejoignent toujours plus nombreux les grandes cités, mais également le réseau de plus en plus dense des villes moyennes de l'ouest du Kenya.

Ainsi, la NARC intègre la ville, lieu d'élection de la classe moyenne, dans le système politique kenyan. Le régime Kanu a gouverné le pays en niant la ville. Depuis quarante ans, les gouvernants ont organisé la sous-représentation des urbains, qui ont toujours les circonscriptions les plus peuplées (près de 90 000 votants pour une moyenne de 40 000 votants dans les zones rurales<sup>11</sup>). Ce phénomène s'est accentué avec l'ère du multipartisme. Les villes votent massivement pour l'opposition et la Kanu a construit ses majorités des années 1990 à travers des alliances entre de petites ethnies souvent pastorales. De plus, le régime sortant s'est constamment préoccupé de rattacher les urbains à leur communauté rurale : multiplication des pressions pour que les Kenyans s'inscrivent dans leur terroir rural, développement d'un droit coutumier qui touche de plus en plus de secteurs de la vie des individus (droit des corps, de la famille, de l'héritage...). Dans ce contexte, la NARC a beaucoup moins d'avantages que la Kanu à gouverner contre la ville. La nouvelle majorité doit travailler avec la classe moyenne, notamment pour reconstruire l'économie, mais cela ne signifie pas qu'elle souhaite une classe moyenne organisée en corps autonome.

### *... mais l'exclusion de la classe moyenne en tant que groupe politisé*

La « société civile politique » est l'émanation de la classe moyenne, mais elle est constituée de groupes multiples qui ont une vision différente de leur

8. La classe moyenne kenyane est beaucoup plus développée que dans les pays voisins, même si elle reste quantitativement très minoritaire. Durant l'ère Kenyatta (1963-1978), elle est demeurée politiquement silencieuse au nom d'une tacite alliance pour la prospérité à laquelle le régime de Moi mettra fin. Dès lors, durant les campagnes électorales des années 1990, elle a imprimé avec force son influence.

9. S. N. Ndegwa montre que l'important secteur des ONG kenyanes n'est pas intrinsèquement démocratique ni susceptible de s'impliquer en politique. En ce sens, il y aurait bien « deux visages de la société civile ». Bien sûr, nous ne nous intéressons ici qu'à la « société civile politique ». Voir S. N. Ndegwa, *The Two Faces of Civil Society. NGOs and Politics in Africa*, West Hartford, Kumarian Press, 1996.

10. D. W. Throup et C. Hornsby, *Multi-Party Politics in Kenya*, Oxford, James Currey, 1998.

11. Un parlementaire de Nairobi représente en moyenne 90 000 personnes, alors qu'un député de la province de la Côte en représente en moyenne 38 000, son collègue de la province du Nord-Est 15 600 et 40 000 environ dans les autres provinces.



implication en politique. Durant les années 1990, deux types d'organisations ont tenu le haut du pavé politique : les Églises (une quintessence de la classe moyenne) et les associations de juristes (Law Society of Kenya, 4Cs, Kenya Human Rights Commission, IED...). La lutte en faveur du multipartisme a mis au jour une entente entre ces deux groupes. En revanche, lors des élections de 1997, ils ont défendu des approches différentes de leur rôle en politique, les juristes souhaitant notamment avoir recours à des mobilisations de masse auxquelles les religieux étaient majoritairement opposés.

En 1997, les associations de juristes ont imposé les thèmes de la campagne électorale. Au début de l'année, la Kanu partait pour une victoire facile contre une opposition résolument désunie. Mais, au printemps, une fédération d'associations de juristes, le NCEC (National Convention Executive Council), a convoqué des réunions publiques, exigeant une réforme constitutionnelle avant les élections. « *No Reforms, No Elections* », clamaient-ils. Devant le succès public rencontré, les leaders de l'opposition ont appuyé ces demandes. Des manifestations de masse ont été organisées en dépit des interdictions proférées par les autorités. La police les a durement réprimées, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés dont des politiciens (notamment M. Kibaki) et des prélats de premier plan. La situation a rapidement échappé aux autorités et, durant l'été, le pays a semblé partir à vau-l'eau. Le « coup civil » que le NCEC notamment appelait de ses vœux semblait se concrétiser. Mais le président Moi a demandé l'intercession des Églises afin de négocier une réforme constitutionnelle minimale. Les leaders de l'opposition, voyant la situation leur échapper, ont accepté de participer à une réforme rapide qui ne ferait intervenir que des élus réunis dans l'Inter-Parties Parliamentary Group. Avec une grande habileté, le président Moi a récupéré l'initiative de la société civile en la vidant de son contenu et en évacuant cette dernière de la scène politique. Anyang' Nyong'o résume bien la situation quand il dit que « *the IPPG became the civilian coup by the regime* », et il reconnaît que l'opposition « a été roulée dans la farine », « *some of us who were in it realised this was the game – but too late. And without the NCEC within the IPPG we could not stem the tide*<sup>12</sup> ».

Les gouvernants ont retenu la leçon de 1997 et ont manœuvré pour que la réforme constitutionnelle ne figure pas sur l'agenda de la campagne électorale de 2002. Le professeur Ghai a réussi à intégrer les principales composantes de la société civile (et en particulier les Églises) impliquées dans les discussions constitutionnelles au sein d'une commission chargée de rédiger avant les élections un projet de Constitution. Les associations de juristes n'avaient plus de grain à moudre et se révélaient incapables d'intervenir sur la scène politique. Pour la première fois depuis dix ans, les politiciens se retrouvaient entre eux, sans interférence de la société civile. Bien sûr, ils

ont coopté dans la classe politique quelques leaders de la société civile, mais en nombre moindre qu'en 1992. De plus, très peu parmi eux ont accédé au gouvernement.

Les juristes ont donc été absents de la campagne électorale 2002. Les Églises ont pour leur part gardé un profil bas, du moins au niveau national. Bien sûr, elles ont participé à des programmes d'éducation civique et à l'observation des élections au sein de K-Dop (Kenya Domestic Observation Programme). Peu avant le scrutin, elles ont fait connaître leur désaccord avec le projet constitutionnel du professeur Ghai qui accordait une valeur constitutionnelle aux tribunaux islamiques. Très classiquement, elles ont appelé au respect de la liberté de vote et ont dénoncé les risques de violences électorales. Bref, elles se sont mises en réserve de la République pour les périodes de crise.

Au niveau local, toutefois, elles ont fait preuve d'un grand militantisme en appelant à voter pour certains candidats, en particulier de la NARC. Les Églises fondamentalistes ont continué de soutenir la Kanu mais, dans les paroisses, les pasteurs ont souvent refusé leurs mots d'ordre. Ainsi, en pays kamba, les leaders locaux de l'African Inland Church, l'Église du président Moi, se sont prononcés en faveur de l'opposition<sup>13</sup>. Les journaux pentecôtistes ont également quitté le vaisseau Kanu, appelant massivement à voter pour Kibaki. L'entente pentecôtistes-fondamentalistes a été provisoirement enterrée. Comme en 1992 et en 1997, le clergé catholique et anglican a fermement soutenu l'opposition, du moins au niveau des paroisses.

Les élections de 2002 ont donc révélé une société civile urbaine et une classe moyenne désireuses de jouer pleinement le jeu de la démocratie parlementaire. Leur appui au nouveau régime sera décisif pour réformer l'État et dynamiser une économie fragilisée qui ne peut plus reposer sur des rentes agricoles.

---

#### LES CHANTIERS DU NOUVEAU RÉGIME

Dès les premières semaines, le nouveau gouvernement a été confronté aux attentes irréalistes des Kenyans. Le mouvement social, bridé par un régime autoritaire, s'est réveillé et les grèves se sont multipliées. L'insécurité, qui

---

12. Anyang' Nyong'o, « Civil society and the transition politics in Kenya : a commentary », in W. Mutunga, *Constitution-Making from the Middle*, Nairobi, Sareat, 1999, p. 289. Pour un compte rendu de ces événements, voir également, R. M. Peters, « Civil society and the election year 1997 in Kenya », in M. Rutten, A. Mazrui et F. Grignon (eds), *Out for the Count. The 1997 General Elections and Prospects for Democracy in Kenya*, Kampala, Fountain Publishers, 2001, pp. 29-49.

13. Communication personnelle de M. Mérino, observateur pour l'Union européenne dans la circonscription de Kilome et chercheur au Crepao-Pau.



avait connu un répit en 2002, a de nouveau fait les gros titres. Kibaki a su habilement allumer des contre-feux afin de se concentrer sur un premier chantier : l'éducation primaire gratuite.

### *La grande espérance de l'éducation primaire gratuite*

L'un des rares débats de fond de la campagne électorale nationale a porté sur la gratuité immédiate de l'éducation primaire. La Kanu promettait d'abaisser les coûts d'écolage. En bon Kikuyu, Uhuru Kenyatta expliquait que « Depuis qu'Adam et Ève furent condamnés pour leur mauvaise action, rien n'a jamais été gratuit ». Sauf que ce principe cardinal de l'*ethos* kikuyu n'était plus de mise en période électorale. Les politiciens sont chargés de faire rêver les citoyens et l'école est porteuse de tous les espoirs. Les leaders de la NARC l'ont bien compris et, en gagnant les élections, ils savent qu'ils doivent concrétiser cette promesse dès la rentrée 2003.

Les premiers jours de janvier, les parents ont fait la queue devant les écoles afin d'inscrire leurs enfants. Les journalistes ont exhumé des statistiques inquiétantes faisant état de près de 3,5 millions d'enfants demeurant actuellement en dehors du système scolaire du fait d'écolages trop importants<sup>14</sup>. Georges Saitoti, le nouveau ministre de l'Éducation, a promis qu'il ferait front et que la rentrée se passerait sans problème. Il a expliqué que les classes primaires seraient divisées en deux cohortes, l'une venant le matin, l'autre suivant les cours l'après-midi. Porté par la vague « Rainbow », il a réussi à faire accepter aux enseignants cette surcharge de travail en leur promettant une forte augmentation de salaire en juillet 2003. Depuis plusieurs années, les relations entre les syndicats et l'État sont empoisonnées par une promesse non tenue de revalorisation des traitements. Peu avant le scrutin de 1997, en effet, les enseignants avaient organisé une grève dure et longue qui avait contraint le pouvoir à faire des promesses irréalisables, oubliées sitôt sa réélection assurée. Bien sûr, la NARC a fait campagne sur la nécessité de remplir rapidement ces engagements.

Le gouvernement est maintenant au pied du mur. Il a la chance d'être confronté à une direction syndicale nettement moins radicale que dans les années 1990 (elle est fragilisée par des dissensions internes cultivées par le régime sortant). De plus, l'Unicef a promis le déboursement rapide de 2 millions de dollars<sup>15</sup> qui devraient aider à démarrer cette politique publique. Il faut cependant remettre cet apport en perspective : le budget de l'Éducation publique se monte pour l'instant à près de 600 millions de dollars, soit environ 32 % du budget national, or des experts estiment que la mise en place de la gratuité scolaire suppose d'augmenter le budget du ministère de l'Éducation de près de 220 millions de dollars.

Jusqu'à présent, la réforme de l'enseignement primaire semble se dérouler sans à-coups majeurs. Néanmoins, des effets pervers ne manquent pas d'apparaître. Les écoles ayant les meilleurs résultats au certificat élémentaire sont assiégées par des parents souhaitant changer leurs enfants d'établissement. Certaines d'entre elles ont dû provisoirement fermer leurs portes afin de mettre fin aux agressions que les enseignants subissaient. Les écoles privées, qui faisaient payer des écolages raisonnables, ont mis la clé sous la porte du fait d'un manque d'élèves. En revanche, les écoles de l'élite ont fait le plein, les familles aisées craignant une forte baisse du niveau scolaire comme ce fut le cas en Ouganda à la suite de la gratuité de l'enseignement public.

### *Le réveil du mouvement social*

Un autre dossier empoisonné fragilise le gouvernement, celui de la réapparition du mouvement social. Plusieurs grèves, dont certaines violentes (comme celles de la zone franche d'Athi River) se sont déclenchées de façon anarchique. Les autorités sont d'autant plus inquiètes qu'elles savent que les syndicats ne contrôlent plus leurs troupes. Depuis dix ans, plusieurs dizaines d'organisations syndicales ont en effet rejeté la tutelle de la très officielle Cotu (Congress of Trade Unions). Si elles y ont parfois gagné en légitimité, elles ont le plus souvent perdu leur emprise sur la base, toujours suspicieuse à l'égard d'une élite syndicale éloignée de ses préoccupations quotidiennes. Dès lors, le ministre du Travail ainsi que Chris Kirubi, l'un des représentants du patronat, en appellent à la négociation. Mais ils savent que le Kenya souffre encore d'une culture de la répression qui a empêché le développement d'instances de discussion entre les catégories sociales. Apparemment, le gouvernement tente de changer cette situation en allant auprès des travailleurs et en accordant de nombreuses audiences. Il souligne ainsi la nécessité d'institutionnaliser les procédures de négociation sociale.

Cette fièvre sociale ne baissera que lorsque la reconstruction économique promise se concrétisera sous la forme de création d'emplois. Or, la NARC n'a pas de programme économique précis. Durant la campagne, ses candidats ont expliqué qu'il suffirait de mieux lever l'impôt (mais le Kenya est déjà l'un des États africains les plus performants dans ce domaine). Selon eux, il s'agit également de mieux dépenser les sommes récoltées. En bref, il faut lutter

---

14. Les pouvoirs publics s'attendent à l'inscription d'un million et demi de nouveaux élèves. Voir J. Kihara, « Free education: Kenya's schools overwhelmed », *The East African*, 20-26 janvier 2003, p. 5.

15. La Banque mondiale et la Grande-Bretagne ont également annoncé le versement à court ou moyen terme d'une aide dans ce domaine, mais les accords semblent loin d'être finalisés.



contre la corruption. Dès la fin janvier, le gouvernement a présenté devant le Parlement plusieurs textes juridiques organisant l'arsenal anti-corruption. Cela devrait lui ouvrir les coffres de la Banque mondiale, du FMI et des États occidentaux, qui brûlent de reprendre leur aide suspendue à la fin des années 1990. À cet égard, le Kenya bénéficie d'une certaine lassitude occidentale à l'égard de l'Ouganda qui a du mal à abandonner ses habitudes guerrières. Le retour de l'aide occidentale devrait permettre le financement de certaines promesses émises durant la campagne électorale. Encore faut-il croire dans le changement de mentalité de l'élite kenyane. En effet, le gouvernement compte en ses rangs plusieurs personnalités qui se sont illustrées dans les plus habiles et les plus massifs détournements de fonds, comme ceux de la triste affaire Goldenberg<sup>16</sup>. Le nouveau pouvoir clame que l'ère de l'immunité des politiciens et des hauts fonctionnaires est terminée, mais les sceptiques se rappellent que le régime Moi a débuté en 1978 sous les mêmes auspices. De fait, il n'est pas difficile de déceler une certaine ambiguïté dans les discours et les pratiques du gouvernement. Il s'attaque pour l'instant au petit fretin, renvoyant quelques policiers et inculquant un juge, annulant des allocations douteuses de terres publiques et de maisons qui appartenaient aux collectivités publiques. Les nouveaux gouvernants visent la petite et la moyenne corruption pour mieux laisser dans l'ombre la grande corruption. Bien sûr, une affaire mineure peut toujours éclabousser un plus gros gibier, mais il est vraisemblable que la mafia Kanu qui a ruiné le pays ne sera pas poursuivie. Des assurances en ce sens ont été données à plusieurs reprises durant la campagne électorale<sup>17</sup>. En somme, rien ne permet de garantir que le système de pillage de l'État ne se perpétuera pas au profit d'autres personnes. D'autant que la lutte contre la corruption ne portera ses fruits que si elle s'accompagne d'une réforme de l'État visant à rationaliser le fonctionnement des administrations et, *in fine*, à améliorer la distribution des services publics.

Une administration assainie serait pourtant la bienvenue, car ce ne sont pas les chantiers qui manquent. L'économie vivote dans un contexte d'infrastructures décaties : les routes, et notamment le fameux « corridor nord » Mombasa-Kampala, sont à refaire ; les Kenya Railways se trouvent, de l'avis de leur ministre de tutelle, en cessation de paiement ; l'électricité est dix fois plus chère qu'en Afrique du Sud, le grand concurrent des industries kenyanes dans la région ; Telkom Kenya est en passe d'être privatisé et nécessite des investissements massifs... De fait, les Kenyans attendent une politique économique interventionniste, qu'il faudra concilier avec l'« État minimum » que les bailleurs de fonds internationaux souhaitent pour déboursier une aide indispensable à la reconstruction. En outre, l'insécurité rampante n'est pas propre à inciter les investisseurs étrangers à retrouver le chemin du Kenya.

### *Insécurité et politique*

Au mois de janvier 2003, une vague de violences, probablement incitées par quelques politiciens frustrés, a éclaté dans plusieurs villes du pays. Un gang de fidèles de Mungiki, une secte néotraditionnelle engagée durant la campagne électorale aux côtés de la Kanu, a assassiné vingt-trois personnes dans les rues de la quatrième ville du pays, Nakuru, afin de conserver sa mainmise sur les lignes de *matatus* (minibus). Il est vite apparu qu'un ancien député Kanu de Nakuru-ville, David Manyara, était impliqué. La semaine suivante, un groupe se faisant appeler Mungiki-Taliban a brûlé plusieurs maisons et subtilisé des troupeaux dans la région « hypersensible » de Molo (une zone durement affectée par les nettoyages ethniques de 1991, 1992 et 1997). À la même époque, des Mungiki de Nairobi ont été accusés d'avoir incendié des maisons du bidonville de Mathare, sans oublier les meurtres qui leur sont attribués à Thika, une ville industrielle située à la périphérie de la capitale. Ces événements rappellent au nouveau régime que les enjeux socio-économiques soulevés par ce mouvement prophétique n'ont pas disparu avec l'élection de décembre. Ainsi, le gouvernement ne pourra pas esquiver bien longtemps les redoutables questions occultées jusqu'à présent que sont la place des jeunes dans le système politique<sup>18</sup> et le sort de la diaspora kikuyu ruinée par les nettoyages ethniques de l'ère Moi.

Pour l'instant, l'attention des médias s'est concentrée sur les mobilisations des redoutables Mungiki, mais, durant la même période, plusieurs zones rurales ont été touchées par des éruptions de violence : sept morts chez les Turkana du nord-ouest du pays, des tensions persistantes le long de la Tana... Dans les villes, les gangs de délinquants ont repris leurs activités et mis en évidence, si besoin est, l'impuissance de la police, qui attend de connaître ses nécessaires mutations. En effet, cette administration, réputée, selon Transparency International-Kenya, pour être la plus corrompue du pays, doit impérativement être réformée en profondeur. En dépit de sa maxime « *Utumishi kwa*

16. Voir C. Thomas, « L'économie politique d'une succession annoncée », *Politique africaine*, n° 70, 1998, pp. 40-53.

17. Voir, notamment, « We forgive Moi, say Raila & Nyachae », *Saturday Nation*, 14 décembre 2002, pp. 1 et 4.

18. À cette niche politique sollicitée s'associe bien sûr la quête d'un destin matériel plus assuré. À cet égard, le sort des nombreux enfants de la rue (certains rapports parlent de 2 millions, mais le chiffre est douteux), dont près de la moitié seraient infectés par le virus du sida, constitue un enjeu sensible. À l'évidence, Mungiki représente pour certains de ces exclus un lieu d'intégration et de réponse à leur questionnement sur le futur.



*Vote* » (Service pour tous), la police vit encore sur son héritage colonial, se concevant comme une force de contrôle politique et non comme un organisme de lutte contre la délinquance.

La III<sup>e</sup> République kenyane s'ouvre donc sous des auspices difficiles au niveau économique et social. Sur un plan politique, son avenir proche est lié à deux facteurs. Le premier est la santé du président, qui a du mal à se remettre de son accident de voiture de décembre 2002. Il aurait même, selon la rumeur, subi plusieurs crises cardiaques, ce qui expliquerait sa difficulté actuelle à prononcer des discours. Or, M. Kibaki reste le ciment d'une majorité hétéroclite. Le second facteur est l'évolution du système politique kenyan : une réforme constitutionnelle a été promise. Elle doit mettre fin au caractère présidentieliste du régime. Vraisemblablement, plusieurs nouveaux postes vont être créés : ceux de Premier ministre et de vice-Premier ministre (un poste réservé à Charity Ngilu). Des contre-pouvoirs doivent ainsi apparaître. La pratique dira s'ils serviront à moraliser le pouvoir ou à distribuer des prébendes. Le Parlement est censé redevenir une instance de contrôle. La nouvelle majorité étant composée de militants de partis divers (principalement du Democratic Party et du Liberal Democratic Party, la coquille destinée à accueillir les derniers dissidents de la Kanu), on peut espérer que l'Assemblée nationale restera une arène de débats vivaces.

Mais il faudrait également que la nouvelle opposition arrive à retrouver ses marques. La Kanu est sortie profondément traumatisée des dernières élections, et il lui faudra probablement du temps pour rétablir son unité et devenir ainsi une opposition viable. Le processus électoral de 2002 a révélé une maturation de la démocratie kenyane. Les citoyens ont sollicité des élus responsables et capables de recomposer un contrat social dans lequel ils puissent croire. La classe politique saura-t-elle se montrer digne de cette confiance ? C. Hornsby, l'un des plus fins analystes des processus électoraux kenyans, finissait ainsi son compte rendu du scrutin de 1997 : « Les élections de 2002 seront très différentes de celles de 1992 et 1997 et pourraient bien conduire pour la première fois à un gouvernement réellement nouveau au Kenya. Reste à voir cependant si cela sera surtout un changement de personnels ou si cela augurera une véritable période de transformation sociale et économique<sup>19</sup>. » Son interrogation reste ouverte ■

Hervé Maupeu

Ifra-Nairobi

Janvier 2003

19. C. Hornsby, « Election day and the results », in M. Rutten, A. Mazrui et F. Grignon (eds), *Out for the Count...*, op. cit., p. 203.